Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 MAI 1871.

Crédit provisoire de 8,000,000 de francs à valoir sur le budget des dépenses
du Département des Travaux Publics, pour l'exercice 1871.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Des crédits provisoires ont été ouverts au Département des Travaux Publics, pour assurer la marche des services qui en dépendent jusqu'au 31 de ce mois.

Le budget de ce Département pour l'exercice courant ne pourra être voté et promulgué pour cette dernière date. Il est donc nécessaire d'allouer un nouveau crédit provisoire que je propose de fixer à la somme de huit millions de francs, représentant approximativement les dépenses d'une période de deux mois

C'est dans ce sens qu'est formulé le projet de loi ci-annexé. J'ai l'honneur de prier la Chambre de vouloir bien s'en occuper sans délai.

Le Ministre des Finances,

V. JACOBS.

PROJET DE LOI.

Léopold II,

ROI DES BELGES,

À tous présents et à venir, saluo.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Notre conseil des Ministres,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances présentera, en Notre nom, à la Chambre des Représentants, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Il est ouvert au Département des Travaux Publics un crédit provisoire de huit millions de francs, à valoir sur le budget des dépenses de l'exercice 1871.

ART. 2.

La présente loi sera obligatoire le lendemain de sa publication au *Moniteur*.

Donné à Bruxelles, le 22 mai 1871.

LEOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

V. JACOBS